2007-05323/

L'ÉCONOMIE EN BREF

MINISTÈRE DES FINANCES MARS 2000

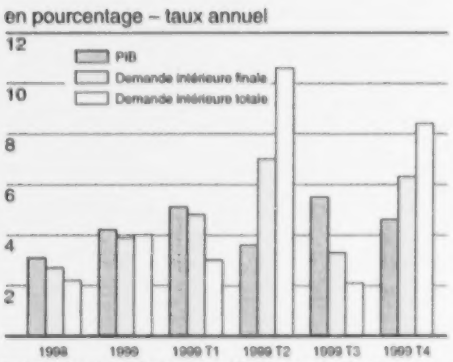
MESSAGES CLÉS

- Au quatrième trimestre de 1999, le produit intérieur brut (PIB) réel a connu une croissance marquée, grimpant de 4,6 % après un gain encore plus élevé de 5,5 % au trimestre précédent. Du coup, la croissance de la production s'est établi à 4,7 % par rapport à l'année précédente. La croissance du PIB réel pour l'ensemble de 1999 a été de 4,2 %.
- La hausse de la demande durant le trimestre a été à la fois vigoureuse et équilibrée. La demande intérieure comme la demande extérieure ont augmenté nettement, ce qui a stimulé la production canadienne. La croissance totale de la demande intérieure a atteint 8,4 %, et elle a été particulièrement forte dans le cas des machines et du matériel ainsi que des investissements en stocks. La progression des exportations réelles a ralenti, mais demeure vigoureuse à 7,4 %. Cela, plus la forte hausse des importations en vue de satisfaire à une demande croissante, surtout dans les secteurs où l'on observe une forte proportion d'importations, par exemple les machines et le matériel ainsi que les investissements en stocks, ont conduit à une baisse des exportations nettes, d'où un ralentissement de la production nette au quatrième trimestre.
- L'excédent nominal de la balance commerciale a diminué sensiblement, en dépit d'une hausse en ce qui a trait aux termes de l'échange (baisse des prix à l'importation). Le compte courant est passé d'un excédent de quelque 2 milliards de dollars au troisième trimestre à un déficit d'environ 5 milliards de dollars, ou 0,5 % du PIB nominal, au quatrième. Cela demeure toutefois bien mieux que le déficit moyen de 1,8 % du PIB nominal enregistré en 1998, le déficit de la balance courante pour l'ensemble de 1999 se chiffrant à 4,3 milliards de dollars, soit le quart environ du déficit de 1998.
- Après la création de plus de 427 000 emplois nets en 1999, 44 000 autres ont été créés en janvier 2000, soit plus de 471 000 emplois nets créés depuis la fin de 1998, les emplois à temps plein représentant plus de la totalité du gain net. Le taux de chômage s'est maintenu à 6,8 % en janvier 2000, son niveau le plus bas depuis avril 1976.

RÉSUMÉ[1]

L'économie canadienne est demeurée vigoureuse au quatrième trimestre de 1999, et la demande extérieure ainsi que la demande intérieure ont augmenté. L'augmentation de la demande intérieure totale (dépenses des consommateurs, des entreprises et des administrations publiques en produits, en services, en logements, en usines et en matériel, plus les investissements en stocks) a été plus marquée qu'au troisième trimestre (graphique 1). Or, la croissance des exportations s'est ralentie et, du fait que les importations ont comblé une fraction plus importante de la demande intérieure

Graphique 1
Croissance du PIB réel et de la demande intérieure réelle



La demande intérieure finale comprend les dépenses des Canadiens se rapportant à des biens, à des services, à des résidences, à des usines et à du matériel. La demande intérieure totale est égale à la demande intérieure finale plus l'accumulation des stocks.

[1] Sauf indication contraire, les données et les variations en pourcentage sont en taux annuels. Les données rapportées dans le présent document sont celles du 28 février 2000.

Ministère des Finances Canada Department of Finance Canada

Canada

Principaux indicateurs économiques
(variations en pourcentage à taux annuels, sauf indication contraire)

	1998	1999	1999 T2	1999 T3	1999 T4	Date la plus récente	
Produit intérieur brut réel	3,1	4,2	3,6	5,5	4,6		-
PIB hors stocks	3,6	3,9	0,3	6,8	2,5		-
Demande intérieure finale	2,7	3,9	7,0	3,3	6,3		-
Dépenses publiques	2,0	1,8	2,1	2,3	3,6		-
Dépenses de consommation	2,8	3,2	4,8	3,9	3,8		-
Investissements résidentiels	-1,9	6,5	15,8	3,9	8,1		-
Investissement fixe des entreprises	5,7	10,4	23,1	2,0	21,9		-
Construction non résidentielle	0,1	2,8	3,3	3,6	9,3		-
Machines et matériel	9,5	14,9	35,6	1,2	29,1		-
Variation des stocks des entreprises[1]	-0,4	0,1	3,3	-1,2	2,0		-
Balance commerciale[1]	1,0	0,2	-5,8	3,3	-4,5		-
Exportations	8,2	9,7	1,2	15,0	7,4		-
Importations	5,8	9,7	18,6	6,5	21,2		-
Solde du compte courant							
(nominal; milliards de dollars)	-16,4	-4,3	-8,0	2,1	-5,0		-
(pourcentage du PIB)	-1,8	-0,5	-0,9	0,2	-0,5		-
Revenu personnel disponible réel	2,4	2,3	3,4	2,3	4,0		-
Bénéfices avant impôts	-6,0	25,2	28,4	58,4	35,1		-
Coûts et prix (%, rythme annuel)							
Indice implicite des prix du PIB	-0,6	1,7	0,9	2,5	3,1		-
Indice des prix à la consommation	0,9	1,7	1,6	2,2	2,4	2,3	janv. 2000
IPC – hors aliments et énergie	1,3	1,5	1,5	1,6	1,6	1,4	janv. 2000
Coûts unitaires de main-d'œuvre	0,9	0,3	-0,2	0,5	1,0		
Règlements salariaux (total)	1,7	2,2	2,4	2,3	2,9	2,3	déc. 1999
Marché du travail							
Taux de chômage (%)	8,3	7,6	7,8	7,6	7,0	6,8	janv. 2000
Croissance de l'emploi	2,7	2,8	2,5	2,2	3,5	3,7	janv. 2000
Marchés financiers (moyenne)							
Taux de change (¢US)	67,48	67,32	67,90	67,30	67,90	68,91	28 févr. 2000
Taux préférentiel (%)	6,60	6,44	6,33	6,25	6,42	6,75	28 févr. 2000

[1] Variation annualisée exprimée en pourcentage du PIB de la période précédente.
Sources : Statistique Canada, la Banque du Canada et Développement des ressources humaines Canada.

croissante qu'au cours du troisième trimestre, la croissance totale a été inférieure à celle du dernier trimestre. Par ailleurs, les tensions de coût et d'inflation sont demeurées contenues.

Les Canadiens achètent

Les dépenses de consommation réelles ont connu une solide croissance au quatrième trimestre. Cette croissance, qui s'est chiffrée à 3,8 %, est à peine en deçà de celle des deux trimestres précédents. La progression des dépenses en biens durables tels que les produits automobiles, les meubles et les appareils ménagers a ralenti après avoir été très forte, alors que la croissance des dépenses en services a doublé par rapport au trimestre précédent.

Le revenu des particuliers a grimpé de 4,8 % au quatrième trimestre, ce qui se compare aux résultats du trimestre précédent. L'augmentation du revenu du travail s'est quelque peu raffermie, la croissance de l'emploi ayant été beaucoup plus forte qu'au troisième trimestre.

Les impôts sur le revenu des particuliers augmentant plus lentement qu'au trimestre précédent et légèrement moins vite que le revenu

des particuliers, le revenu disponible réel des particuliers a augmenté de 4,0 %. Toutefois, étant donné que les dépenses de consommation ont continué de croître de façon notable, le taux d'épargne des particuliers est demeuré le même à 1,1 %.

Les investissements grimpent en flèche

Les investissements des entreprises dans les usines et le matériel ont fait un bond de 21,9 % au quatrième trimestre, un pourcentage bien supérieur à celui du trimestre précédent. Les investissements en machines et en matériel ainsi que dans la construction non résidentielle se sont considérablement accélérés. Les investissements en machines et en matériel ont grimpé de près de 30 % après avoir connu une hausse très modérée au troisième trimestre. Par ailleurs, des gains importants ont été réalisés dans à peu près toutes les catégories. La construction non résidentielle a augmenté de quelque 9 %, le gain substantiel enregistré dans les projets d'ingénierie étant atténué par une baisse de la construction d'immeubles.

La croissance des investissements résidentiels a elle aussi plus que doublé par rapport au trimestre précédent. L'augmentation du nombre de mises en chantier a fait grimper les activités de construction d'habitations neuves. Les activités de rénovation ont aussi enregistré un gain important, après avoir décliné au troisième trimestre. Tout cela a plus que compensé un net recul des coûts de transfert, les ventes d'habitations existantes ayant diminué au quatrième trimestre.

Les investissements en stocks bondissent

Les entreprises ont accru leurs stocks de 9,1 milliards de dollars au quatrième trimestre, après une accumulation de 4,9 milliards de dollars au troisième. La hausse des ventes, stimulées par la demande plus forte, ayant été relativement supérieure à la hausse des stocks, le ratio des stocks aux ventes pour l'ensemble de l'économie a néanmoins chuté, atteignant le point le plus bas jamais enregistré.

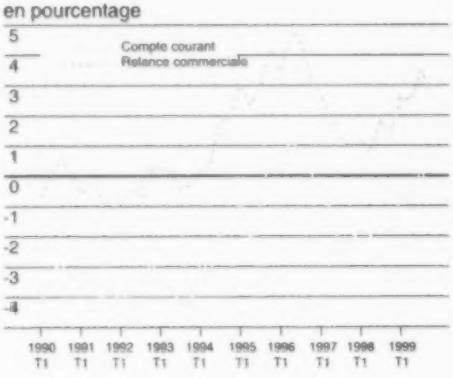
Les exportations sont en hausse, mais les importations le sont plus encore

La forte demande extérieure de produits canadiens a concouru à un gain de 7,4 % des exportations réelles au quatrième trimestre. La croissance vigoureuse de l'économie américaine ainsi que la reprise économique dans les pays secoués par la crise financière en 1997 et en 1998 sont les principaux facteurs expliquant cet essor des exportations. Parallèlement, le total des importations réelles a grimpé de 21,2 % au cours du trimestre, en raison de la forte hausse des dépenses de consommation dans les biens et des investissements des entreprises dans les machines, le matériel et les stocks.

Le déficit du compte courant est moins élevé en 1999

La détérioration de la balance commerciale réelle l'a emporté sur l'amélioration des termes de l'échange, ce qui s'est traduit par un plus petit excédent de la balance commerciale nominale qu'au troisième trimestre. Du coup, le compte courant est passé d'un excédent de 2,1 milliards de dollars à un déficit de 5,0 milliards de dollars, soit 0,5 % du PIB nominal (graphique 2). Il s'agit néanmoins d'un déficit moins élevé que celui enregistré en 1997 et en 1998. En fait, le déficit du compte courant pour 1999 ne représente que le quart environ de celui de 1998.

Graphique 2
Compte courant en proportion du PIB nominal



L'inflation demeure contenue tandis que les bénéfices continuent de grimper

Les tensions sous-jacentes de prix et de coûts sont demeurées contenues au quatrième trimestre. L'indice implicite des prix du PIB et celui des prix

en chaîne ont tous deux dépassé légèrement 3 % au cours des quatre derniers trimestres. L'augmentation d'une année sur l'autre des prix à la consommation s'est chiffrée à 2,6 % en septembre ainsi qu'en décembre, en partie à cause de l'effet temporaire des prix plus élevés de l'énergie, avant de redescendre à 2,3 % en janvier.

La productivité du travail, qui correspond à la production par employé, a de nouveau progressé au quatrième trimestre, quoique de façon moins marquée qu'au trimestre précédent. Les coûts unitaires de production ont augmenté légèrement par rapport au troisième trimestre et étaient supérieurs de 1,0 % à leur niveau de l'année précédente.

Les bénéfices avant impôt des entreprises ont encore grimpé en flèche, de 35,1 % plus précisément. Il s'agit d'une cinquième augmentation consécutive d'au moins 10 %. Les gains réalisés au cours du trimestre ont été répartis entre les secteurs, les sociétés financières et non financières enregistrant des gains substantiels. Les bénéfices sont passés à 11,8 % du PIB nominal et à un niveau dépassant de 38,7 % celui de l'année précédente.

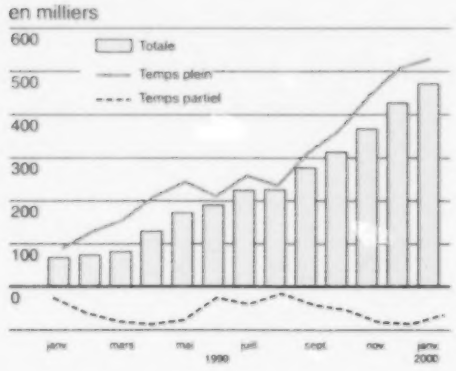
Le taux de chômage le plus bas en 24 ans

L'emploi a progressé de 3,5 % au quatrième trimestre. Au total, plus de 427 000 emplois ont été créés en 1999, plus 44 000 emplois nets en janvier 2000, soit un gain de près de 250 000 emplois en 6 mois (graphique 3). Il y a donc eu une augmentation de plus de 471 000 emplois depuis la fin de 1998. Les emplois à temps plein ont connu une hausse encore plus rapide et représentent plus de la totalité du gain net, les emplois à temps partiel ayant diminué. Le taux de chômage est demeuré à 6,8 % en janvier 2000, soit le taux le plus bas depuis avril 1976.

Maintien des gains du dollar canadien

Après s'être négocié à environ 65 ¢US au dernier trimestre de 1998, le dollar canadien s'est raffermi tout comme les cours mondiaux des produits de base, atteignant près de 69 ¢US au début du mois de mai avant de redescendre à près de 67 ¢US.

Graphique 3
Croissance cumulative de l'emploi depuis décembre 1998



Depuis, il s'est de nouveau rapproché de 69 ¢US, clôturant à 68,91 ¢US le 28 février dernier.

Depuis mai, les taux d'intérêt du marché au Canada ont augmenté parallèlement à ceux des États-Unis. Plus récemment, soit le 26 février, la Réserve fédérale américaine a haussé le taux des fonds fédéraux, qui sont passés de 5,50 % à 5,75 %. Il s'agit d'une quatrième ronde de resserrement de la politique monétaire depuis la mi-juin 1999. Ces mesures visaient à contrer les tensions inflationnistes qui pourraient résulter de l'étroitesse du marché de la main-d'œuvre aux États-Unis, de la vigueur soutenue de la demande intérieure américaine et du raffermissement des économies étrangères.

La Banque du Canada a fait écho à cette hausse de la Réserve fédérale, comme elle l'avait fait en novembre 1999. Toutefois, les taux d'intérêt au Canada, en particulier les taux à court terme, sont en général demeurés inférieurs aux taux en vigueur aux États-Unis. L'écart de rendement entre les bons du Trésor à trois mois du Canada et des États-Unis est passé de moins de 40 points de base à la mi-novembre 1999 à plus de 80 points de base le 28 février 2000.

Statistique Canada est la principale source des données contenues dans cette publication. Pour toute demande d'abonnement, s'adresser au Centre de distribution, (613) 995-2855. Pour tout autre renseignement concernant cette publication, communiquer avec Mostafa Askari, (613) 992-3055. Également diffusé sur Internet à l'adresse http://www.fin.gc.ca/
This publication is also available in English.